

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

AUSTRALIE

La lutte pour les quarante heures

Voici le rapport sur la lutte victorieuse pour la semaine des 40 heures donné par un membre du « Labor Socialist Group of Australia » (Groupe ouvrier socialiste d'Australie) (trotskyste) qui joua un rôle important dans le lancement et dans la direction de cette campagne :

Une récente décision de la cour d'arbitrage en faveur de la semaine de 40 heures de travail à partir de la première période de paye de l'année 1943 marque la fin virtuelle d'une des plus importantes luttes dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Australie. Les arbitres ont vu dans ce jugement une justification de la cour. Mais, en vérité, ce sont les syndicats qui sont arrivés à « convaincre » les juges, seulement après qu'un nombre considérable d'ouvriers avaient déjà obtenu la semaine des 40 heures, ou moins, par différents tactiques, comprenant des contrats collectifs, des actions de grève et une pression massive sur le gouvernement.

Ce sont les membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse à Sydney qui commencèrent la lutte pour les 40 heures. La réduction des heures de travail présentait un intérêt particulier pour les ouvriers de la presse, à cause des dangers sanitaires de cette industrie — empoisonnement par le plomb, maladies respiratoires, maladies des yeux, surdité, fatigue due à une concentration excessive. Pendant la guerre, le syndicat des employés de l'industrie de la presse établit à Sydney un comité de reconstruction d'après guerre, dont le but était d'élaborer un programme de revendications pour l'après guerre. Le point principal de ce programme était la revendication de la diminution des heures de travail.

Les ouvriers du journal « Sun » entrent en action

En octobre 1944, la section syndicale du journal « Sun », de Sydney, du syndicat des employés de l'industrie de la presse déclencha spontanément une grève pour la semaine des 40 heures et pour quatre semaines de congés payés par an. D'autres syndiqués du journal « Sun », comprenant les membres du syndicat général de la presse et de l'Association des journalistes australiens se joignirent au syndicat des employés de l'industrie de la presse. Les seigneurs de la presse capitaliste essayèrent im-

médiatement de sortir le journal « Sun » dans d'autres locaux contrôlés par « l'Association des propriétaires de la presse quotidienne », mais partout les ouvriers refusèrent d'imprimer ce journal « jaune » et il y eut un lock-out. Bientôt toute la presse quotidienne de Sydney était arrêtée. A une majorité considérable l'organisme dirigeant du syndicat des employés de l'industrie de la presse décida d'appuyer les ouvriers de la presse. Les patrons prirent des mesures pour sortir un journal « jaune » commun, publiant les titres de tous les torchons quotidiens capitalistes touchés par la grève. Une équipe de travail composée d'hommes de la direction et de patrons de quelques imprimeries commerciales travailla à ce journal « commun ». Quelques-uns des hommes de la direction refusèrent de faire les jaunes. Les ouvriers en grève se mirent rapidement à publier leur propre journal « The News » (Les Nouvelles). Tout le travail de composition et de production de ce grand journal quotidien ne prit que quelques jours.

Mesures préventives et élargissement

Les grévistes obtinrent la permission d'utiliser l'imprimerie du parti communiste (stalinien), ainsi que du papier et de l'encre. Ayant à sa disposition toute une série d'hommes de talent parmi les grévistes et les lock-outés, des journalistes, des dessinateurs, des photographes et des imprimeurs, le journal « Les Nouvelles » eut un succès immédiat se vendant à une moyenne de 110.000 exemplaires durant sa courte vie. Les possibilités techniques limitées et le manque de papier empêchèrent un plus grand tirage. L'hebdomadaire du Labour Party, « Standard », et le journal bi-hebdomadaire stalinien, « Tribune », publièrent des éditions spéciales qui se vendirent en grand nombre dans la rue. Ces deux journaux publièrent des articles dénonçant la mauvaise foi de la presse capitaliste. Dans l'atmosphère de guerre, rien n'aurait pu être plus dramatique que l'élimination virtuelle des journaux

capitalistes et leur remplacement par des publications de la classe ouvrière.

Etant donné qu'à cette époque les staliens suivaient une ligne politique favorable à la guerre, l'attitude du parti communiste vis-à-vis de la grève était d'accorder un certain appui à la lutte mais de s'efforcer d'aboutir à une solution rapide et d'empêcher entre temps toute expansion de la grève aux industries de guerre « vitales ». Les militants de base du P. C. apportèrent à manger aux ouvriers travaillant au journal « Les Nouvelles », mais les dirigeants staliens firent bien attention de louer leur imprimerie seulement à la condition que le journal « Les Nouvelles » ne fassent aucune propagande pour l'extension de la lutte à d'autres industries. Sans aucun doute, cette tactique stalinienne tendant à limiter la lutte délaya de beaucoup l'introduction générale de la semaine des 40 heures.

Un meeting de cinq cents délégués syndicaux réunis à la bourse du travail pour écouter un rapport du dirigeant soviétique Thornton sur la Fédération syndicale mondiale coïncida avec la grève. Précédant le discours de Thornton, un représentant du syndicat des employés de l'industrie de la presse défendit la cause des ouvriers de la presse, soulignant qu'il était temps d'obtenir la semaine de 40 heures dans toutes les industries. Prenant la parole, Thornton marqua sa réprobation en déclarant : « Camarade président, camarades. Il y a des gens dans cette salle qui ne semblent pas se rendre compte qu'il y a une guerre à gagner. »

La grève était contrôlée par le Labour Council (commission exécutive) qui, à cette époque, à cause de la politique de « l'effort de guerre » des fractions dominantes de la droite et des staliens, était connu à juste titre comme le « tombeau des luttes ouvrières ». Des conditions d'accord furent élaborées et soumises à la ratification du conseil. On prétendit que les seigneurs de la presse avaient capitulé. Les staliens présentèrent les conditions comme une grande victoire. Des meetings de masses furent convoqués pour l'acceptation de ces conditions. Les membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse se réunirent à l'hôtel de ville, et d'autres militants de syndicats se réunirent à la Bourse du travail. A la Bourse du travail, on poussa à une rapide acceptation des conditions et sur ce, un dirigeant stalinien du Labour Council se rendit rapidement à l'hôtel de ville pour y apporter la nouvelle et parvint à persuader les membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse de reprendre le travail.

Dès qu'ils eurent repris le travail, les ouvriers de la presse se rendirent compte de la situation réelle. Les patrons n'étaient pas satisfaits des concessions, comme le prétendaient les dirigeants du Labour Council. La victoire ne fut obtenue que lorsque les femmes et filles menèrent la grève jusqu'au bout et que les dirigeants de la section syndicale entreprirent de nouvelles négociations.

Le succès final de la lutte des ouvriers et des employés de la presse créa une situation tout à fait anormale parmi les neuf mille membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse dans la Nouvelle-Galles du Sud. Quelque quinze cents ouvriers de la presse avaient emporté la semaine de 40 heures, plusieurs centaines d'ouvriers de l'imprimerie du gouvernement d'Etat faisaient 42 heures 1/2 ; une section d'ouvriers syndiqués de l'imprimerie avait obtenu les 40 heures par un contrat collectif ; tandis que la plupart des autres ouvriers des imprimeries commerciales et des imprimeries de province continuaient à travailler 44 heures. Vers la fin de 1945, il y eut des mouvements pour mettre fin à cette situation anormale. Un vote parmi les ouvriers syndiqués de la presse donna une grande majorité en faveur d'un refus de travailler plus de 40 heures par semaine. Le syndicat général des imprimeurs se rallia à la position du syndicat des employés de l'industrie de la presse.

Echo magnifique

Pas une heure de plus que 40 heures ! ce mot d'ordre trouva un écho magnifique parmi les ouvriers des imprimeries du labour. C'était d'autant plus remarquable qu'ils étaient dispersés dans des centaines d'imprimeries, à Sydney, à Newcastle. Après une période pendant laquelle les imprimeurs travaillèrent 40 heures pour un salaire de 40 heures, les maîtres imprimeurs reçurent notification légale que s'ils continuaient à céder à ces mesures, la cour d'arbitrage pourrait considérer que la semaine des 40 heures était devenue une habitude de métier et que le syndicat pourrait prétendre à un plein salaire légal pour les nouvelles conditions des heures de travail. Là-dessus, survint un ultimatum exigeant la reprise de la semaine des 44 heures. Un énorme meeting fut tenu. Les dirigeants syndicaux prétendirent abandonner l'action directe et proposèrent de soumettre le différend à la cour d'arbitrage. Ce conseil fut repoussé à une grande majorité. Sauf quelques petites entreprises, toutes les imprimeries du labour furent lockoutées.

Le 23 octobre 1945, à un moment critique du conflit, une réunion de six cents membres des exécutifs et délégués du Labour Council se tint à la Bourse du travail. Il y fut décidé d'organiser des manifestations de masses le 9 décembre en faveur de la semaine des 40 heures. Appui fut accordé aux revendications des imprimeurs, mais malgré l'appel à l'extension de la lutte lancé par un représentant de la base, la réunion se limita à faire appel au gouvernement fédéral pour appliquer la semaine des 40 heures dans un délai de six mois après le jour de la victoire et de profiter de ses pouvoirs pour ratifier la politique des 40 heures au Bureau international du travail. Sous l'effet déprimant de cette décision, la lutte arrivait à son point culminant. Les dirigeants fédéraux du syndicat des employés de l'industrie